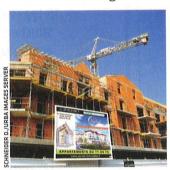
SOS logement

Rien n'y fait. Mois après mois, les chiffres de la construction de logements s'enfoncent dans le rouge. Les mises en chantier de logements neufs ont plongé de 14% au second trimestre alors que le nombre de permis de construire continue lui aussi de reculer. Les nouvelles ne sont pas bonnes non plus du côté des promoteurs immobiliers qui s'attendent en 2012 à une baisse de 27% des ventes de logements neufs par rapport à 2011.



On s'achemine pour 2012 et 2013 vers des mises en chantier proches de 300000. Bien loin des 500000 logements annuels visés par le gouvernement. On connaît les raisons de cet effondrement. Entre autres le rabotage fiscal des dispositifs jugés trop coûteux (Scellier, Prêt

à taux zéro). Mais la baisse des ventes s'explique aussi par les difficultés d'accès au crédit rencontrées par les particuliers.

C'est dans ce contexte difficile que se sont tenues en juillet des discussions extrêmement tendues entre le gouvernement et les partenaires sociaux. En effet, le ministre du Budget envisageait de ponctionner 1.8 milliard d'euros en 2013 sur le budget d'Action Logement (<mark>l'ancien 1% logement). So</mark>it la totalité de la collecte auprès des entreprises. Au cours d'une réunion avec la ministre du Logement, Cécile Duflot, patronat et syndicats qui gèrent ensemble le 1% Logement, ont défendu leur trésorerie et proposé d'emprunter au cours des prochaines années 1 milliard d'euros en 2013 (et aussi en 2014 et 2015) à la Caisse des Dépôts (CDC) pour augmenter leur part d'aides à la pierre et soutenir la construction de HLM. Ils ont finalement eu gain de cause avec le soutien appuyé du Premier ministre. Le ministère du Logement a de son côté réussi à arracher un budget identique à celui de 2012 (grâce notamment à l'affectation d'une partie des recettes fiscales du tabac!).

Reste maintenant à relancer la machine pour atteindre réellement les objectifs de construction de 150000 logements sociaux par an. Ce ne sera pas le plus facile!